



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

# Principales statistiques sur le financement des petites entreprises

Décembre 2009

Programme de recherche sur le financement des PME  
[www.pme-prf.gc.ca](http://www.pme-prf.gc.ca)

Canada

Pour obtenir des exemplaires supplémentaires de cette publication, s'adresser aux :

Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Tél. (sans frais) : 1-800-635-7943 (au Canada et aux États-Unis)  
Tél. (appels locaux) : 613-941-5995  
ATS : 1-800-465-7735  
Télééc. (sans frais) : 1-800-565-7757 (au Canada et aux États-Unis)  
Télééc. (envois locaux) : 613-954-5779  
Courriel : [publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
Site Web : [www.publications.gc.ca](http://www.publications.gc.ca)

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande.  
Communiquer avec la :

Section des services du multimédia  
Direction générale des communications et du marketing  
Industrie Canada  
Bureau 264D, tour Ouest  
235, rue Queen  
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. : 613-995-8552  
Télééc. : 613-947-7155  
Courriel : [production.multimedia@ic.gc.ca](mailto:production.multimedia@ic.gc.ca)

Cette publication est également offerte par voie électronique ([www.pme-prf.gc.ca/statistiquesfpe](http://www.pme-prf.gc.ca/statistiquesfpe)).

#### **Autorisation de reproduction**

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à [droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca).

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de cat. lu185-4/2009F  
ISBN 978-1-100-92970-5  
60684

Also available in English under the title *Key Small Business Financing Statistics, October 2009*.



Imprimé sur du papier recyclé à 50 %

<b>2</b>	<b>Avant-propos</b>
<b>3</b>	<b>Points saillants</b>
<b>5</b>	<b>PME ciblées par l'Enquête</b>
<b>6</b>	<b>Introduction</b>
<b>7</b>	<b>Marché des PME</b>
7	<i>Combien y a-t-il d'entreprises au Canada?</i>
8	<i>Quelle est la répartition des PME selon le secteur et la taille de l'entreprise?</i>
<b>10</b>	<b>Activité de financement des PME</b>
10	<i>Combien de PME demandent un financement par emprunt?</i>
11	<i>Quels sont les principaux établissements de crédit assurant le financement par emprunt des PME?</i>
13	<i>Quelles sont les utilisations prévues du financement par emprunt?</i>
14	<i>Combien de PME ont eu recours au financement par crédit-bail?</i>
15	<i>Quels sont les principaux établissements qui assurent le financement par crédit-bail des PME?</i>
16	<i>Combien de financement par capital de risque les entreprises canadiennes ont-elles reçu?</i>
<b>19</b>	<b>Accès au financement</b>
19	<i>Quelles sont les sources de financement utilisées par les PME à leurs différentes étapes de développement?</i>
22	<i>Comment les PME s'y prennent-elles pour obtenir un financement par emprunt?</i>
23	<i>Quels sont les documents et les types de garanties exigés par les établissements financiers?</i>
<b>25</b>	<b>Caractéristiques des propriétaires des PME</b>
25	<i>Tendances démographiques dans l'entrepreneuriat canadien</i>
26	<i>Femmes entrepreneures</i>
27	<i>Jeunes entrepreneurs</i>
28	<i>Entrepreneurs membres d'une minorité visible</i>
28	<i>Nouveaux immigrants entrepreneurs</i>
29	<i>Autochtones</i>
29	<i>Coopératives</i>
<b>32</b>	<b>Annexe : Tableaux récapitulatifs</b>
<b>37</b>	<b>Liste des publications du Programme de recherche sur le financement des PME</b>

---

## Avant-propos

Le rapport intitulé *Principales statistiques sur le financement des petites entreprises* est un document de référence qui donne une idée du financement des petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes. Il fait partie d'une série d'études préparées dans le cadre du Programme de recherche sur le financement des PME (PRF PME), qui est le fruit d'un partenariat entre Industrie Canada, Statistique Canada et le ministère des Finances Canada.

Il existe aussi d'autres documents qui décrivent le profil de certains groupes d'entreprises ayant des caractéristiques particulières (p. ex., les PME à forte croissance, les PME exportatrices, les PME innovatrices ou encore les PME financées de façon informelle. Les résultats d'enquêtes, contenant une foule de tableaux de données sur les différents types de financement, sont aussi disponibles.

Le Programme de recherche sur le financement des PME a été mis sur pied pour donner suite à une recommandation formulée en 1998 par le Groupe de travail sur l'avenir du secteur des services financiers canadien. Il répond à un double objectif : recueillir des données afin d'aider à mieux comprendre les problèmes auxquels se heurtent les PME en quête de financement au Canada et, par le fait même, fournir l'information voulue aux responsables des politiques. Le programme réunit l'information provenant des enquêtes de Statistique Canada et des travaux de recherche portant sur des créneaux de financement des PME, en particulier l'accès au capital de risque ainsi que le comportement et les perceptions des établissements financiers.

Pour obtenir de plus amples renseignements concernant le Programme de recherche sur le financement des PME et avoir accès aux résultats et aux rapports statistiques, consultez notre site Web à [www.pme-prf.gc.ca](http://www.pme-prf.gc.ca).

## Points saillants

### Marché des PME en 2007

- Selon la définition énoncée à la section « Combien y a-t-il d'entreprises au Canada? », le Canada comptait environ 1,6 million de PME en 2007<sup>1</sup>.
- Près de 85 % de ces PME évoluaient dans le secteur des services, les autres étant réparties dans le secteur de la production des biens (15 %).
- La répartition des PME selon la taille de l'entreprise (c'est-à-dire le nombre d'employés) varie considérablement d'un secteur à l'autre. Ainsi, les entreprises du secteur des services professionnels et celles de l'agriculture et du secteur primaire sont habituellement plus petites (de 0 à 4 employés) que celles du secteur manufacturier et du commerce de gros et de détail.

### Activité de financement des PME

#### *Emprunt commercial*

- En 2007, près d'un septième (13 %) des PME ont présenté une demande d'emprunt nouvelle ou supplémentaire auprès d'un établissement de crédit pour des raisons d'affaire. Ces demandes ont été approuvées dans 87 % des cas.
- Les banques à charte sont les principaux établissements de crédit finançant les PME, recevant 68 % des demandes d'emprunt. Par comparaison, les caisses populaires et les coopératives d'épargne et de crédit ont reçu 19 % des demandes.
- Près de la moitié (45 %) des entreprises demandant du crédit l'ont fait pour augmenter leur fonds de roulement. Cinq pourcent des entreprises ont fait une demande de financement par emprunt pour la recherche-développement.

#### *Financement par crédit-bail*

- En 2007, 17 % des PME ont fait des demandes de financement par crédit-bail. Le taux d'approbation était de 92 %.
- Au 31 décembre 2007, un peu plus des deux tiers (69 %) des contrats de crédit-bail avaient été accordés par des sociétés de financement et de crédit-bail. Les banques canadiennes avaient obtenu un peu moins d'un cinquième (17 %) du marché crédit-bail à cette date.

1. D'après le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, le Canada comptait 2,2 millions d'établissements commerciaux en juin 2007. Les établissements commerciaux sont la plus petite unité ou le plus petit regroupement pour lequel des données sont publiées; par conséquent, une entreprise peut être constituée de nombreux établissements situés dans différentes provinces.



### *Financement par capital de risque*

- Près de 90 % du capital de risque investi au Canada au cours des dix dernières années a été dirigé vers des entreprises du secteur des technologies, comme les télécommunications et la biopharmaceutique.
- De 2003 à 2006, le niveau des investissements en capital de risque est demeuré assez stable au Canada, se situant entre 1,6 et 1,7 milliard de dollars. En 2007, les investissements en capital de risque ont atteint une valeur de 2,1 milliards de dollars.

### **Accès au financement**

- En 2007, les PME à l'étape du démarrage ont fait appel à des sources de financement informelles comme les épargnes personnelles (73 %); toutefois, environ la moitié des PME (51 %) ont eu recours à des prêts commerciaux ou personnels auprès d'institutions financières, comparativement à 64 % pour les PME bien établies.
- Toutes les PME ont eu recours à des instruments de financement traditionnels, comme les bénéfices non répartis (57 %) et le crédit-bail (22 %) pour financer leur maintien en activité. Les PME avaient également tendance à utiliser des sources informelles de financement, comme les épargnes personnelles du propriétaire (54 %) ou les emprunts auprès de parents ou d'amis du propriétaire (9 %).
- Les institutions financières exigent souvent des documents et garanties avant d'accorder du financement. Dans 69 % des demandes de financement par emprunt, la banque a voulu voir les états financiers de l'entreprise et dans 46 % des cas, le bilan financier personnel du propriétaire. Plus l'entreprise est grande, plus le fournisseur de crédit s'intéresse aux états financiers de l'entreprise et moins il s'intéresse au bilan financier personnel du propriétaire.

### **Caractéristiques des propriétaires des PME**

#### *Femmes entrepreneures*

- En 2007, 47 % des PME canadiennes appartenaient en totalité ou en partie à des femmes et 16 % des PME canadiennes appartenaient exclusivement à des femmes.

#### *Jeunes entrepreneurs*

- Le taux de demande d'emprunt des PME appartenant à des jeunes de moins de 30 ans est légèrement plus élevé que la moyenne (taux de demande de 19 % par rapport à 13 % en moyenne); toutefois, en 2007, le taux d'approbation du financement pour les jeunes entrepreneurs était plus bas que la moyenne (69 % par rapport à 87 % pour l'ensemble des groupes d'âge).

## PME ciblées par l'Enquête

Dans le présent rapport, c'est la définition utilisée par l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* qui a été retenue pour définir les petites et moyennes entreprises – c'est-à-dire des entreprises :

- comptant moins de 500 employés;
- dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 50 millions de dollars.

En sont exclues les entreprises non constituées en personne morale ayant un chiffre d'affaires inférieur à 30 000 \$, les organisations à but non lucratif, les organismes publics, les écoles, les hôpitaux, les filiales, les coopératives et les sociétés de financement et de crédit-bail.

Les statistiques sont présentées ici au niveau de l'entreprise – définie comme une entité commerciale qui dirige et contrôle les ressources et activités de son exploitation au Canada et dispose d'une série complète d'états financiers. D'autres publications présentent les données au niveau de l'établissement – soit la plus petite unité ou le plus petit regroupement pour lequel des données sont publiées.

Depuis 2000, l'*Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises* retient une autre définition, proposée par l'Association des banquiers canadiens, selon laquelle les entreprises ayant des autorisations de prêt (soit le montant maximum que l'entreprise est autorisée à emprunter) inférieures à 1 million de dollars sont considérées comme des PME.

L'utilisation de deux définitions différentes limite les comparaisons entre les deux enquêtes. À ce jour, le PRF PME n'a guère observé de corrélation entre la taille de l'entreprise (nombre d'employés) et le montant des autorisations. Toutefois, il continuera d'analyser d'autres méthodes pour comparer les données produites à partir de la définition utilisée par l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* avec celles produites à partir de la définition relative aux autorisations de prêts et les rapprocher.

On trouve plusieurs définitions des PME.

Celles-ci peuvent être classées selon leur taille évaluée en fonction du nombre d'employés, du chiffre d'affaires annuel, des recettes annuelles ou de la capacité d'emprunt. Le présent rapport définit les PME en fonction du nombre d'employés et du chiffre d'affaires.

Cette définition correspond assez bien aux définitions des PME ailleurs dans le monde. Ainsi, l'Union européenne définit les PME comme étant des entreprises qui comptent moins de 250 employés et ont un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 50 millions d'euros (environ 79 millions de dollars canadiens) ou dont le bilan annuel total ne dépasse pas 43 millions d'euros (68 millions de dollars canadiens).

Aux États-Unis, la Small Business Administration définit les petites entreprises comme étant des entreprises indépendantes comptant moins de 500 employés. Toutefois, à la différence de l'Union européenne et du Canada, qui ont des définitions simples s'appliquant à toutes les industries, les États-Unis ont choisi d'établir des normes relatives à la taille pour chaque catégorie du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Cette variante est destinée à mieux rendre compte des différences entre les industries. Les tailles les plus courantes pour différencier les entreprises moyennes des grandes entreprises sont :

- 500 employés dans la plupart des industries d'exploitation minière et de fabrication;
- 100 employés dans les industries du commerce de gros.



---

## Introduction

Le présent rapport brosse un tableau du financement des petites et moyenne entreprises (PME) au Canada relativement à trois types de financement (par emprunt, par crédit-bail et par capitaux propres) selon la région, le secteur, la taille de l'entreprise et l'étape de développement de celle-ci.

Le rapport comprend quatre parties :

- la partie **Marché des PME** décrit la répartition des PME selon la région, le secteur et la taille de l'entreprise;
- la partie **Activité de financement des PME** décrit la demande de financement – c'est-à-dire le nombre de demandes présentées et d'approbations obtenues relativement à trois types de financement (par emprunt, par crédit-bail et par capitaux propres) –, de même que le montant du financement obtenu;
- la partie **Accès au financement** explore les types d'instruments de financement auxquels les PME ont recours ainsi que les conditions auxquelles le financement leur a été consenti;
- la partie **Caractéristiques des propriétaires des PME** examine le profil et les caractéristiques de financement pour cinq groupes socio-économiques d'entrepreneurs canadiens – femmes, jeunes, minorités visibles, nouveaux immigrants et Autochtones – et pour les coopératives.



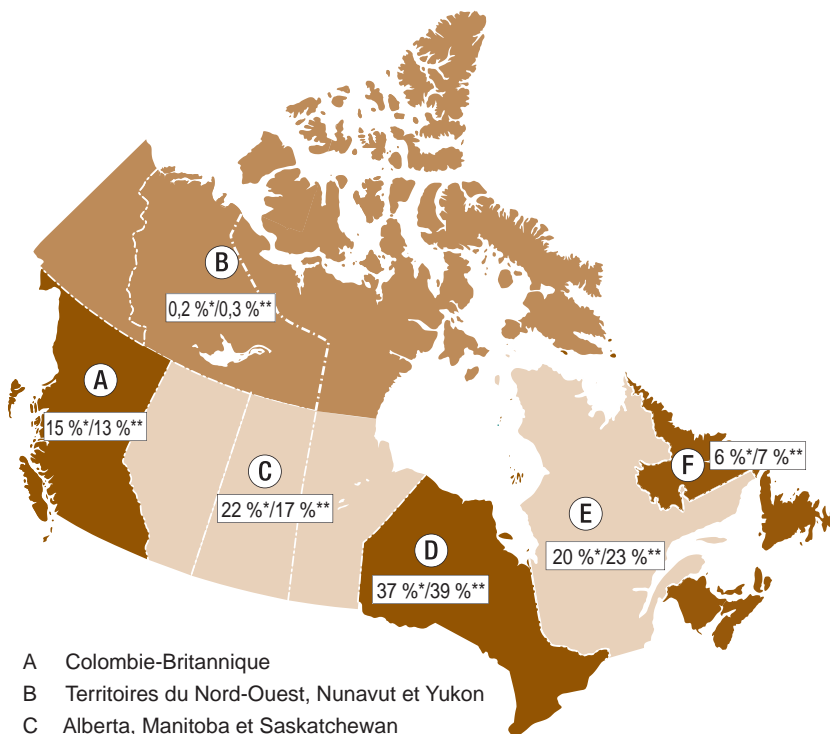


## Marché des PME

### Combien y a-t-il d'entreprises au Canada?

En 2007, le Canada comptait environ 1,6 million (voir encadré) de petites et moyennes entreprises (PME). L'emplacement de ces entreprises est principalement régi par la densité de population et par d'autres facteurs tels que la concentration sectorielle. La figure 1 compare la répartition des PME selon la région à la répartition de la population par région au Canada en 2007. Elle montre que la répartition des PME est relativement proportionnelle à la répartition globale de la population, avec 57 % des entreprises implantées en Ontario et au Québec.

Figure 1 : Répartition des PME par région en 2007



- A Colombie-Britannique
- B Territoires du Nord-Ouest, Nunavut et Yukon
- C Alberta, Manitoba et Saskatchewan
- D Ontario
- E Québec
- F Provinces de l'Atlantique

\* Pourcentage des PME

\*\* Pourcentage de la population canadienne

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, octobre 2007.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas être égal à 100.

La base de l'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises est le *Registre des entreprises* de 2007, qui comptait 2,4 millions d'entreprises. Une fois que les PME qui ne sont pas ciblées par l'enquête sont enlevées (voir la section **PME ciblées par l'Enquête**), ce nombre est ramené à 2,0 millions. On doit ensuite exclure les entreprises inactives et celles qui n'exercent pas d'activité commerciale, ce qui ramène la population estimative des PME ciblées par l'Enquête à 1,6 million.

## Quelle est la répartition des PME selon le secteur et la taille de l'entreprise?

### **Secteur**

Selon la population estimée de l'Enquête, en 2007, les petites entreprises (celles qui comptent moins de 100 employés) représentaient la grande majorité (99,5 %) des PME. Il y avait 7 196 moyennes entreprises (comptant plus de 100 employés, mais moins de 500) – soit 0,5 % des PME.

En 2007, un peu plus de quatre PME sur cinq (85 %) évoluaient dans le secteur des services, les autres étant réparties entre le secteur manufacturier (15 %) et le secteur agricole et primaire (11 %) (voir le tableau 1).

Tableau 1 : Répartition des PME par secteur en 2007

Secteur	Nombre de PME	Proportion de PME (%)
Agriculture et secteur primaire	172 465	11
Fabrication	67 199	4
<b>Sous-total – Secteur de la production de biens</b>	<b>239 664</b>	<b>15</b>
Commerce de gros et de détail	232 835	15
Services professionnels	177 946	11
Industrie du savoir	102 574	6
Hébergement et services de restauration	78 299	5
Autres secteurs des services	753 970	48
<b>Sous-total – Secteur des services</b>	<b>1 345 624</b>	<b>85</b>
<b>Grand total</b>	<b>1 585 288</b>	<b>100</b>

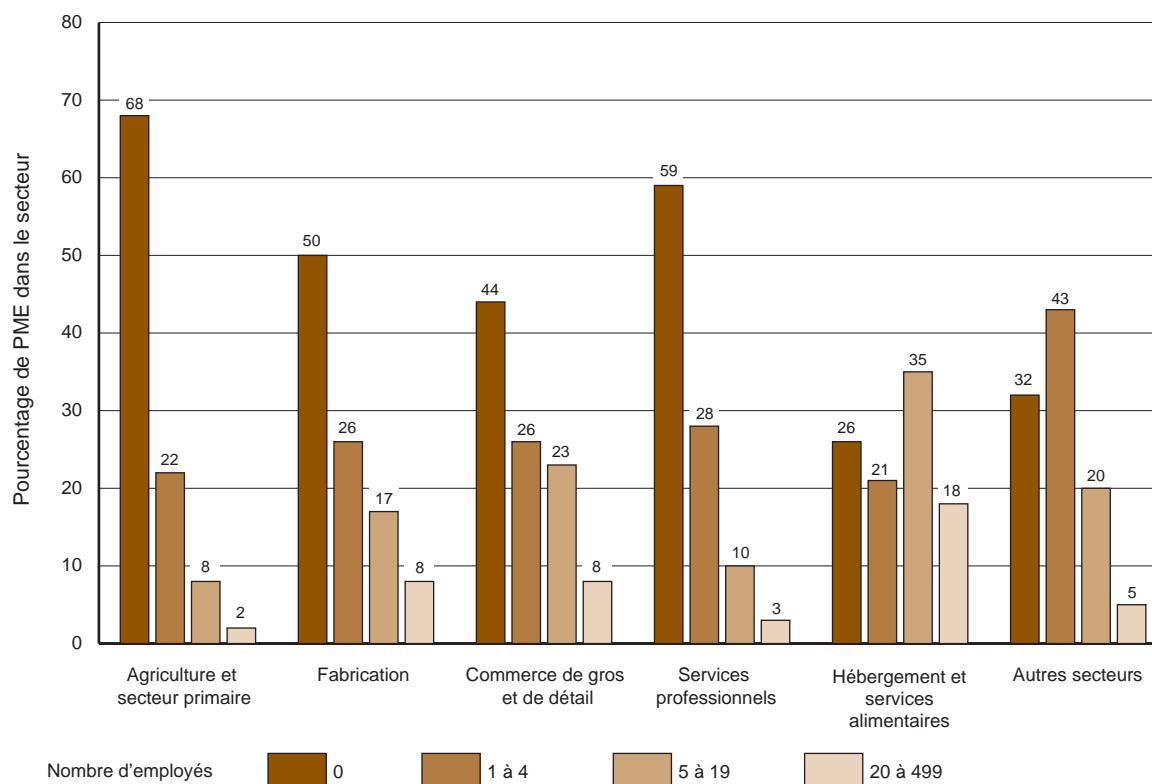
Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007 (calculs d'Industrie Canada).



## Taille

La répartition des PME selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés) varie considérablement d'un secteur à l'autre. La figure 2 montre la répartition des PME selon la taille et le secteur. Le secteur agricole et primaire ainsi que le secteur des services professionnels regroupent habituellement des entreprises dirigées par un travailleur autonome (0 employé) ou des micro-entreprises (de 1 à 4 employés). En revanche, le secteur de la fabrication, celui du commerce de gros et de détail ainsi que celui de l'hébergement et des services de restauration comptent un pourcentage plus élevé d'entreprises un peu plus grosses que les autres secteurs.

Figure 2 : Répartition des PME selon le nombre d'employés et le secteur en 2007



Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2008 (calculs d'Industrie Canada).

Note : Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas être égal à 100.



## Activité de financement des PME

### *Combien de PME demandent un financement par emprunt?*

En 2007, 13 % des petites et moyennes entreprises (PME) ont présenté une nouvelle demande d'emprunt ou une demande d'emprunt supplémentaire auprès d'un établissement de crédit pour des raisons d'affaires, une baisse par rapport au taux de 19 % en 2004. Dans 87 % des cas, ces demandes ont été approuvées (voir le tableau 2). Les PME de l'agriculture et du secteur primaire affichaient le taux le plus élevé de demandes de financement par emprunt en 2007. La région des Prairies, où l'agriculture représente une grande part de l'économie, enregistrait le plus haut taux de demandes de financement par emprunt.

Tableau 2 : Proportion de PME ayant demandé un prêt et taux d'approbation, selon la taille de l'entreprise, par secteur et par région, 2007

	Taux de demande (%)	Taux d'approbation (%)	Valeur autorisée moyenne (\$)
<b>CANADA</b>	13	87	262 434
<b>Taille des PME (nombre d'employés)</b>			
0 employé	10	85	170 199
de 1 à 4 employés	13	86	154 406
de 5 à 19 employés	20	92	316 237
de 20 à 99 employés	27	88	720 288
de 100 à 499 employés	30	97	1 439 647
<b>Secteur</b>			
Agriculture et secteur primaire	24	96	249 108
Fabrication	19	88	387 397
Commerce de gros et de détail	12	87	283 199
Services professionnels	8	92	183 177
Industrie du savoir	8	85	213 450
Hébergement et services de restauration	10	80	238 692
Autres	12	83	264 890
<b>Région</b>			
Provinces de l'Atlantique	15	85	207 445
Québec	15	94	250 443
Ontario	10	83	302 613
Prairies	17	89	147 054
Colombie-Britannique	10	81	248 462

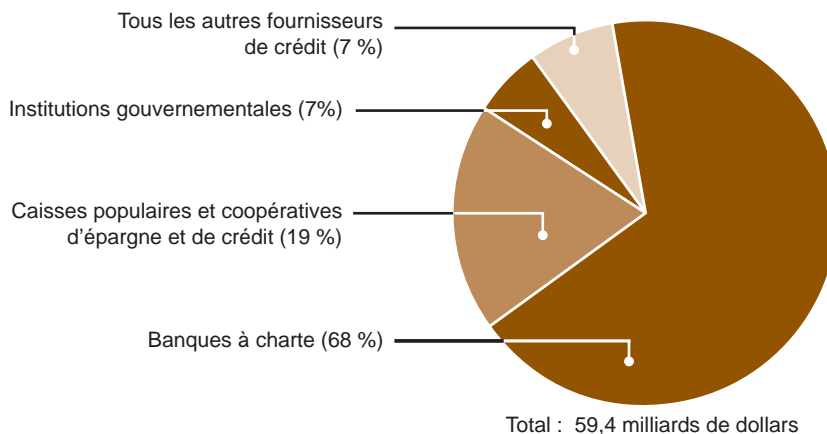
Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.



## Quels sont les principaux établissements de crédit assurant le financement par emprunt des PME?

En 2007, les banques à charte étaient les principaux établissements de crédit assurant le financement des PME au Canada, puisqu'elles recevaient 68 % de leurs demandes (voir la figure 3). Toutefois, les autorisations de montants de moins de 1 million de dollars ne représentaient que 17 % de la valeur des prêts consentis par ces banques<sup>2</sup>. Les PME, surtout celles situées au Québec et dans les provinces des Prairies, faisaient également appel aux coopératives d'épargne et de crédit et aux caisses populaires. En effet, ces institutions financières ont reçu 23 % des demandes de financement par emprunt dans les provinces des Prairies et 38 % au Québec<sup>3</sup>. En outre, bien que les banques canadiennes jouent un rôle important dans le financement des PME, les coopératives d'épargne et de crédit et les caisses populaires se concentrent davantage sur les petits prêts commerciaux (moins de 250 000 \$) ainsi que sur les prêts aux PME (moins de 1 000 000 \$). En 2007, les coopératives d'épargne et de crédit et les caisses populaires occupaient près du quart du marché des prêts de moins de 250 000 \$ (24 %) et de ceux d'entre 250 000 \$ et 1 000 000 \$ (23 %) (voir la figure 4), comparativement à 10 %<sup>4</sup> du marché de l'ensemble des prêts.

Figure 3 : Pourcentage de demandes totales de prêts par type de fournisseur en 2007



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

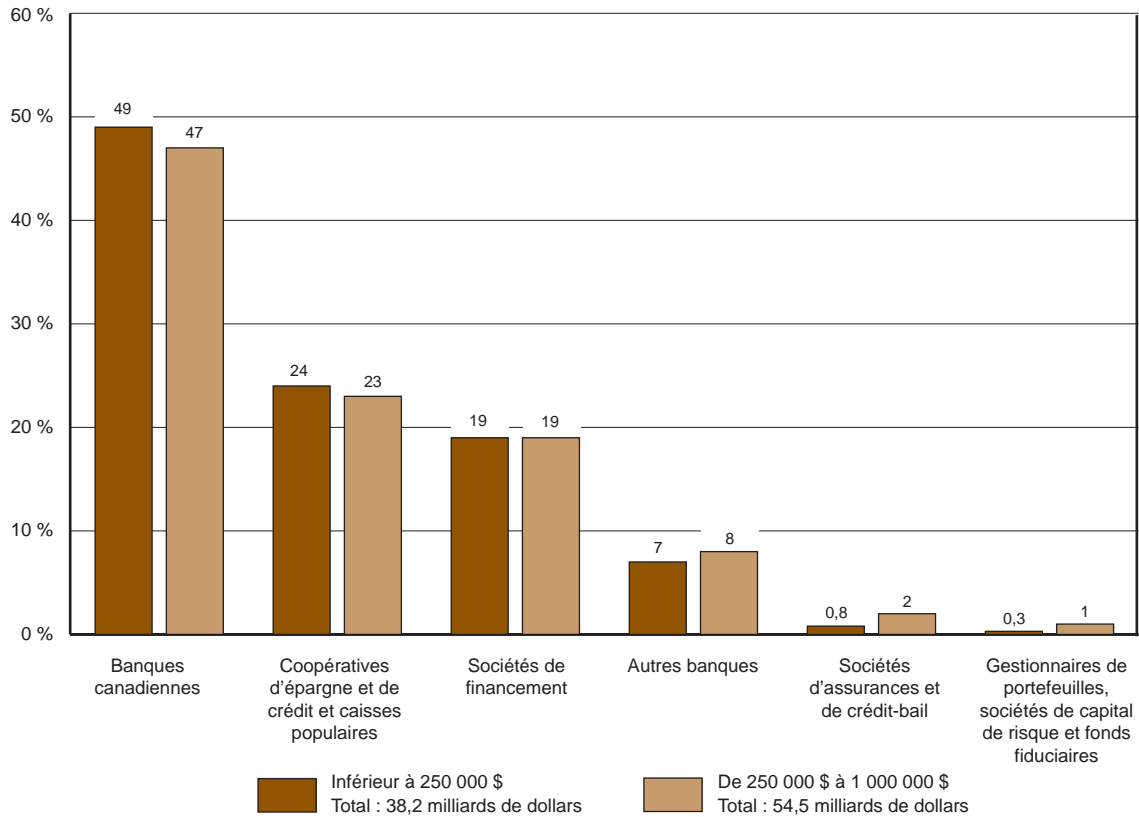
2. Statistique Canada, *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*, 2007.

3. *Idem*.

4. *Idem*.



Figure 4 : Distribution de l'encours des prêts commerciaux inférieurs à 250 000 \$ et inférieurs à 1 000 000 \$, selon le fournisseur de financement, au 31 décembre 2007



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*, 2007.

Notes : Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas être égal à 100.

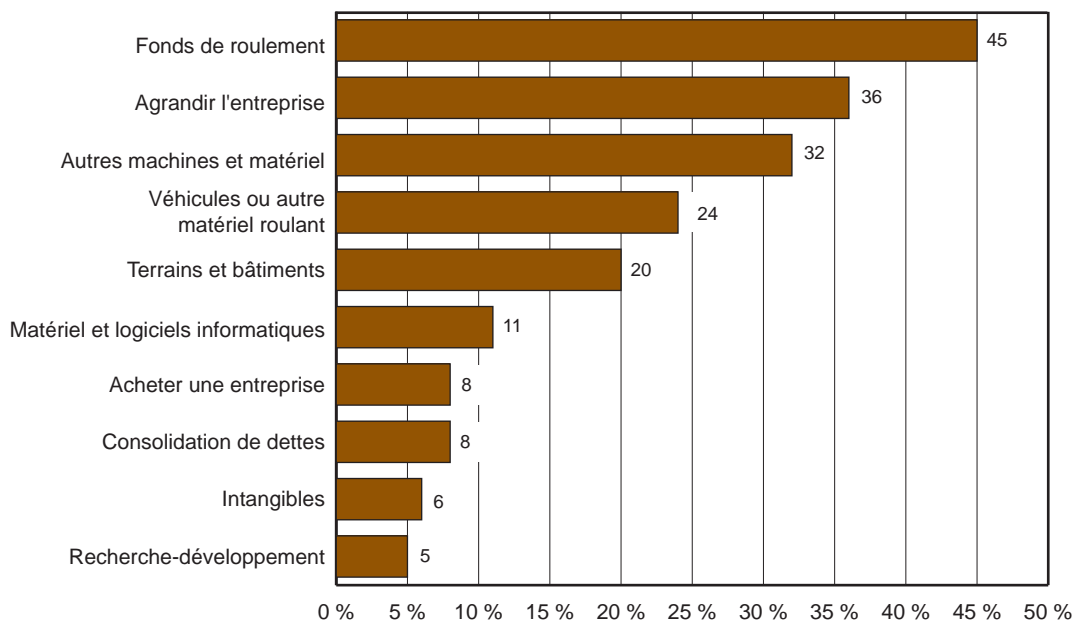
Les prêts de moins de 250 000 \$ sont considérés comme ayant été octroyés aux petites entreprises, alors que ceux compris entre 250 000 \$ et 1 million de dollars vont habituellement aux moyennes entreprises.



## Quelles sont les utilisations prévues du financement par emprunt?

En 2007, les PME ont eu recours au financement par emprunt principalement pour maintenir leur fonds de roulement (45 %), pour agrandir leur entreprise (36 %) ou pour acheter des véhicules ou d'autre matériel roulant (24 %) (voir la figure 5). Par contre, les PME ont peu utilisé le financement par emprunt pour financer des investissements en technologie, comme du matériel ou des logiciels informatiques (11 %) et des travaux de recherche-développement (5 %).

Figure 5 : Utilisations prévues du financement par emprunt en 2007



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

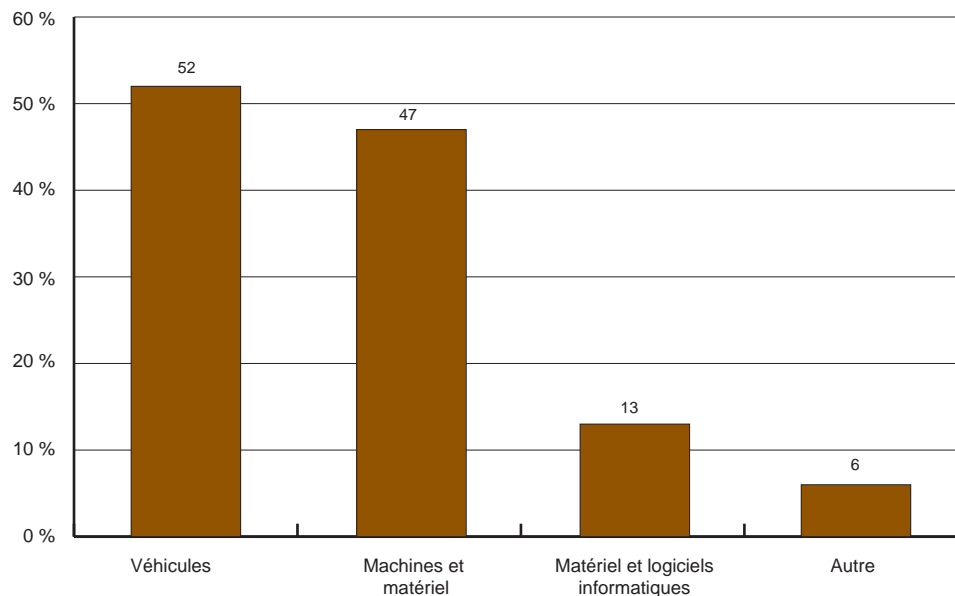
Note : Étant donné que les entrepreneurs peuvent utiliser le financement reçu à plusieurs fins, le total peut ne pas être égal à 100 %.

## Combien de PME ont eu recours au financement par crédit-bail?

En 2007, 17 % des PME ont demandé du financement par crédit-bail; presque toutes ces demandes (92 %) ont été approuvées. Bien que le taux d'approbation du crédit-bail ait légèrement baissé comparativement au taux de 96 % enregistré en 2004, on a observé une hausse du taux de demandes, qui est passé de 3 % à 17 % durant les trois dernières années.

En 2007, les PME ont eu recours au crédit-bail principalement pour financer des véhicules (52 %), des machines et du matériel (47 %) ainsi que du matériel et des logiciels informatiques (13 %) (voir la figure 6). Les PME du secteur de la fabrication sont celles qui ont le plus utilisé le crédit-bail (21 %), alors que celles du secteur de l'hébergement et des services de restauration s'en sont servi le moins (13 %).

Figure 6 : Utilisation du financement par crédit-bail en 2007



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

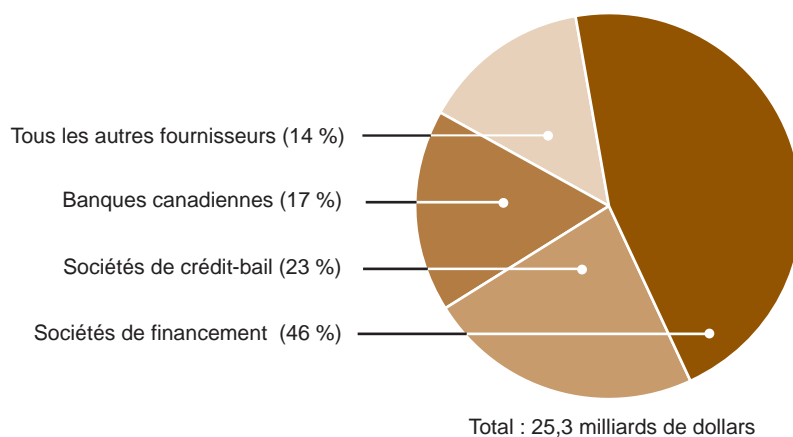
Note : Étant donné que les entrepreneurs peuvent utiliser le financement reçu à plusieurs fins, le total peut ne pas être égal à 100 %.



## Quels sont les principaux établissements qui assurent le financement par crédit-bail des PME?

En 2007, la valeur totale des contrats de crédit-bail conclus avec l'ensemble des entreprises canadiennes (peu importe la taille) s'élevait à environ 25 milliards de dollars, ce qui représente une diminution de 31 % par rapport à 2004. Les sociétés de financement et de crédit-bail accaparaient en 2007 un peu plus des deux tiers du marché du crédit-bail (69 %) alors que les banques canadiennes en occupaient moins d'un cinquième (17 %) (voir la figure 7).

Figure 7 : Part du marché des baux commerciaux exigibles, selon le fournisseur de financement, au 31 décembre 2007



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises, 2007*.

## **Combien de financement par capital de risque les entreprises canadiennes ont-elles reçu?**

---

Le capital de risque est défini comme une participation à long terme au capital d'entreprises privées à fort potentiel de croissance, et qui est géré par des investisseurs professionnels. Les sociétés de capital de risque sont souvent reconnues pour leur participation active dans le développement des entreprises à qui elles accordent du financement.

Les investissements en capital de risque sont généralement réservés à un petit nombre d'entreprises du secteur de la technologie; ces entreprises doivent avoir un fort potentiel de croissance. Près de 90 % du capital de risque investi au Canada au cours des dix dernières années a été dirigé vers des entreprises du secteur des technologies, comme les télécommunications et la biopharmaceutique<sup>5</sup>. De plus, une étude sur les entreprises canadiennes qui ont reçu du financement par capital de risque entre 1996 et 2007 a montré que ces entreprises avaient connu une croissance fulgurante. De 2003 à 2007, elles ont enregistré une croissance de 17 % pour ce qui est de la création d'emplois au pays, et une hausse de 32 % au chapitre des ventes<sup>6</sup>.

Les investissements en capital de risque au Canada, comme aux États-Unis et en Europe, ont atteint leur sommet en 2000, juste avant l'éclatement de la « bulle Internet »; depuis, le niveau de ce type d'investissement est plus faible. De 2003 à 2006, le niveau des investissements en capital de risque est demeuré assez stable au Canada, se situant entre 1,6 et 1,7 milliard de dollars. En 2007, les investissements en capital de risque ont atteint une valeur de 2,1 milliards de dollars (voir la figure 8); le nombre de transactions était assez faible, mais la valeur des transactions, soutenues par des fonds étrangers, était très élevée. En 2008 cependant, les investissements en capital de risque au Canada ont chuté pour passer à 1,4 milliard de dollars, le plus faible niveau depuis 1996. Pour bien évaluer cette statistique dans son contexte, mentionnons que les investissements en capital de risque aux États-Unis et en Europe ont augmenté d'environ 50 % par rapport à leur niveau de 2003<sup>7</sup>.

---

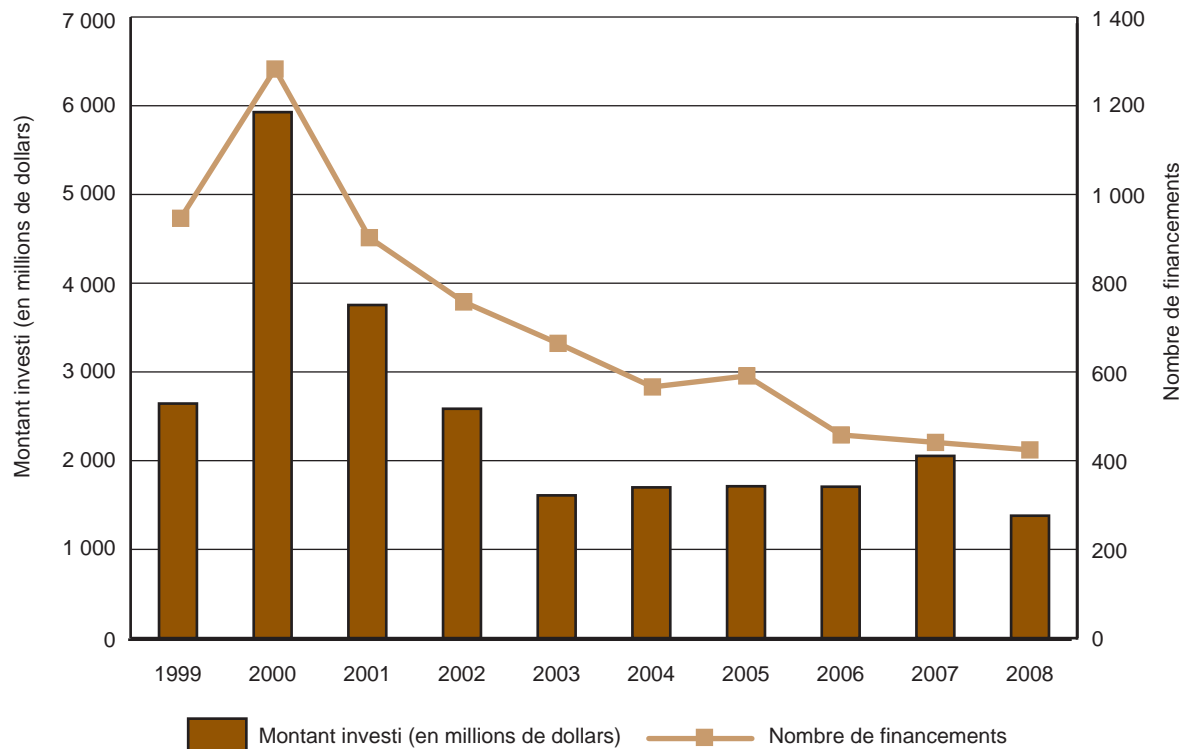
5. Thomson Reuters. *VC Reporter*, 2009. Affiché à [www.canadavc.ca](http://www.canadavc.ca).

6. Gilles Duruflé, janvier 2009. *La contribution du capital de risque à l'économie canadienne : des effets multiples et très importants* Proposé par l'Association canadienne du capital de risque et d'investissement, financé par la Banque de développement du Canada, le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et du Québec. Affiché à [www.cvca.ca](http://www.cvca.ca).

7. PricewaterhouseCoopers, 2009. *MoneyTree Report: Historical Trend Data*. Affiché à <https://www.pwcmoneytree.com>.  
Gilles Duruflé, 25 mai 2009. *Facing Headwinds: The Canadian VC industry in the present crisis*. Présentation au colloque annuel de l'Association canadienne du capital de risque et d'investissement. Affiché à [www.cvca.ca](http://www.cvca.ca).



Figure 8 : Investissement en capital de risque au Canada



Source : Thomson Reuters, 2009.

Les entreprises ont besoin de capital de risque à plusieurs étapes de développement. D'abord, à l'étape du « pré-démarrage et démarrage », elles entament leurs opérations commerciales et requièrent du financement pour développer leurs produits. Ensuite, les entreprises aux « autres étapes préliminaires » ont commencé la commercialisation et nécessitent du financement afin d'augmenter leur visibilité et d'optimiser leurs processus de production. Finalement, au cours des « étapes ultérieures », les entreprises sont déjà établies et ont besoin du capital de risque pour passer au travers d'une période difficile ou pour lancer des projets d'expansion ou d'acquisition.

Au cours des neuf dernières années, la distribution du financement selon l'étape de développement est restée stable. La « bulle Internet » a été le seul bouleversement durant cette décennie. Son effet s'est fait sentir différemment aux trois étapes de développement. Alors que le financement pour les entreprises en « pré-démarrage et démarrage » a triplé entre 1999 et 2000 (voir le tableau 3) avant de revenir graduellement au financement « pré-bulle » en 2003, celui pour les entreprises aux « autres étapes préliminaires » n'a que doublé entre 1999 et 2000 et a retrouvé le niveau pré-bulle en 2002. Finalement, les montants investis dans les entreprises aux « étapes ultérieures » ont plus que triplé (3,5 fois) entre 1998 et 2000, soit plus rapidement que dans les entreprises aux autres étapes de développement.

Les effets négatifs de la bulle spéculative se sont estompés. Malgré tout, le nombre d'entreprises financées et les montants investis continuent à descendre, jusqu'à retrouver les niveaux de 1996-1997 pour les entreprises à toutes les étapes de développement. En revanche, les montants moyens investis sont maintenant supérieurs à ceux de 1999 à toutes les étapes, indiquant que les sociétés de capital de risque concentrent à présent davantage leurs investissements.

Tableau 3 : Montants investis, nombre de financements et montant moyen du financement par capitaux propres dans les entreprises canadiennes, selon l'étape de développement de l'entreprise.

		1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Montant investi (M\$)</b>	Pré-démarrage et démarrage	133	229	202	388	1 284	1 052	676	259	349	223	258	264	196
	Autres étapes préliminaires	191	351	383	571	1 393	1 486	527	572	534	691	487	460	372
	Étapes ultérieures	685	1 060	932	1 685	3 252	1 216	1 382	778	815	797	962	1 329	812
<b>Nombre de financements</b>	Pré-démarrage et démarrage	117	173	232	235	364	272	236	141	143	117	99	91	90
	Autres étapes préliminaires	102	187	185	173	281	245	191	231	191	206	144	111	112
	Étapes ultérieures	351	529	535	549	651	396	340	301	240	276	222	246	229
<b>Moyenne (M\$)</b>	Pré-démarrage et démarrage	1,14	1,32	0,87	1,65	3,53	3,87	2,86	1,83	2,44	1,91	2,61	2,9	2,18
	Autres étapes préliminaires	1,88	1,88	2,07	3,3	4,96	6,06	2,76	2,48	2,8	3,36	3,38	4,14	3,32
	Étapes ultérieures	1,95	2	1,74	3,07	4,99	3,07	4,07	2,58	3,4	2,89	4,33	5,4	3,54

Source : Thomson Reuters, *VC Reporter*, 29 juin 2009.

## Accès au financement

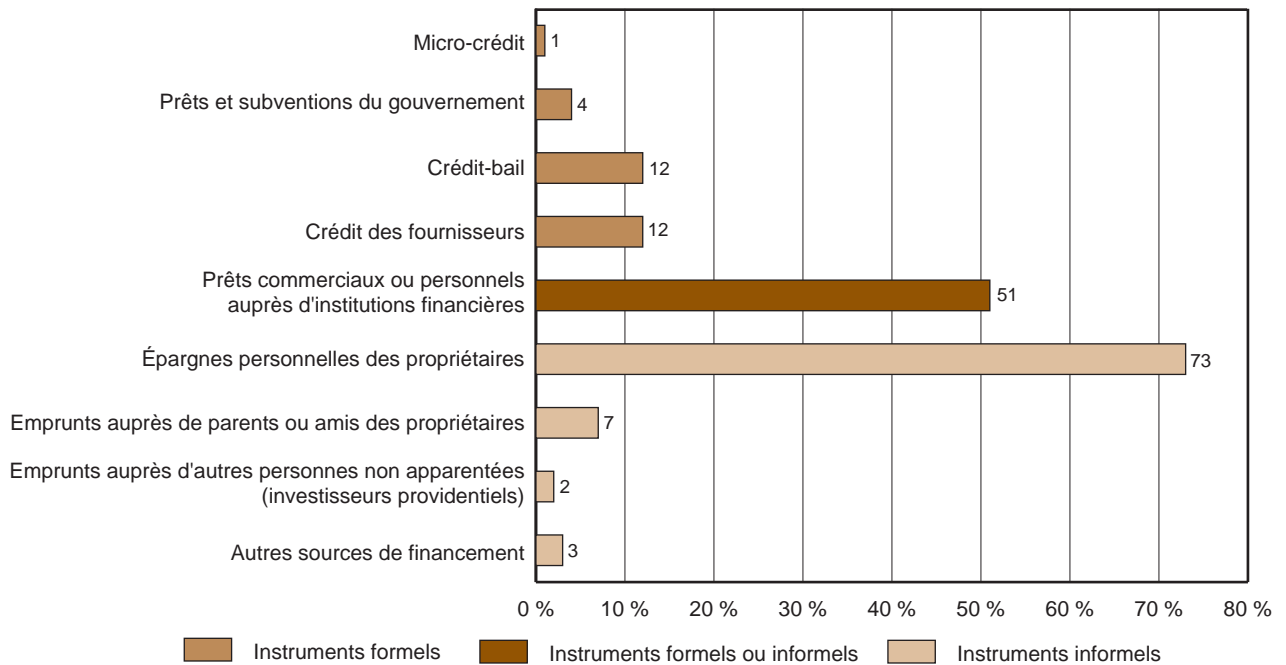
### *Quelles sont les sources de financement utilisées par les PME à leurs différentes étapes de développement?*

Les besoins en financement d'une entreprise évoluent à mesure que celle-ci prend son essor, si bien que les PME en démarrage n'utilisent pas les mêmes sources de financement que les PME bien établies ayant accumulé des capitaux propres et disposant de biens à affecter en garantie. On distingue deux grandes catégories de sources de financement, soit les sources formelles et informelles. Le financement informel est une forme de financement réservée aux petites entreprises puisque, de par sa nature, elle repose sur la solvabilité (ou la liquidité) des propriétaires eux-mêmes et non sur celle de l'entreprise à laquelle les fonds sont destinés. On peut donc classer les épargnes des propriétaires, les prêts personnels aux propriétaires ainsi que les prêts contractés auprès d'amis, de membres de la famille ou d'employés comme du financement informel, alors que les prêts commerciaux, le crédit-bail, le crédit des fournisseurs ainsi que les subventions gouvernementales représentent du financement formel.

Comme les PME en démarrage n'ont généralement pas de dossier de crédit ni de biens à donner en garantie pour obtenir un prêt, elles représentent un degré de risque que de nombreux établissements financiers ne sont pas prêts à assumer. Ces PME doivent donc avoir recours à des sources de financement externes informelles et comptent davantage sur les épargnes personnelles et le crédit personnel des propriétaires pour financer leurs activités.

Comme le montre la figure 9, 73 % des entreprises en démarrage ont eu recours aux épargnes personnelles de leurs propriétaires pour leur financement, comparativement à 54 % pour l'ensemble des PME (voir la figure 10). Les entreprises en démarrage ont aussi fait appel aux prêts personnels et commerciaux (51 %) pour financer leurs activités. Toutefois, ces dernières ont moins eu recours à du financement formel comme le crédit-bail (12 %) et le crédit des fournisseurs (12 %) que les PME bien établies. En effet, 21 % de ces dernières ont eu recours au crédit-bail et 22 %, au crédit des fournisseurs.

Figure 9 : Types d'instruments financiers utilisés par l'ensemble des PME en démarrage en 2007\*



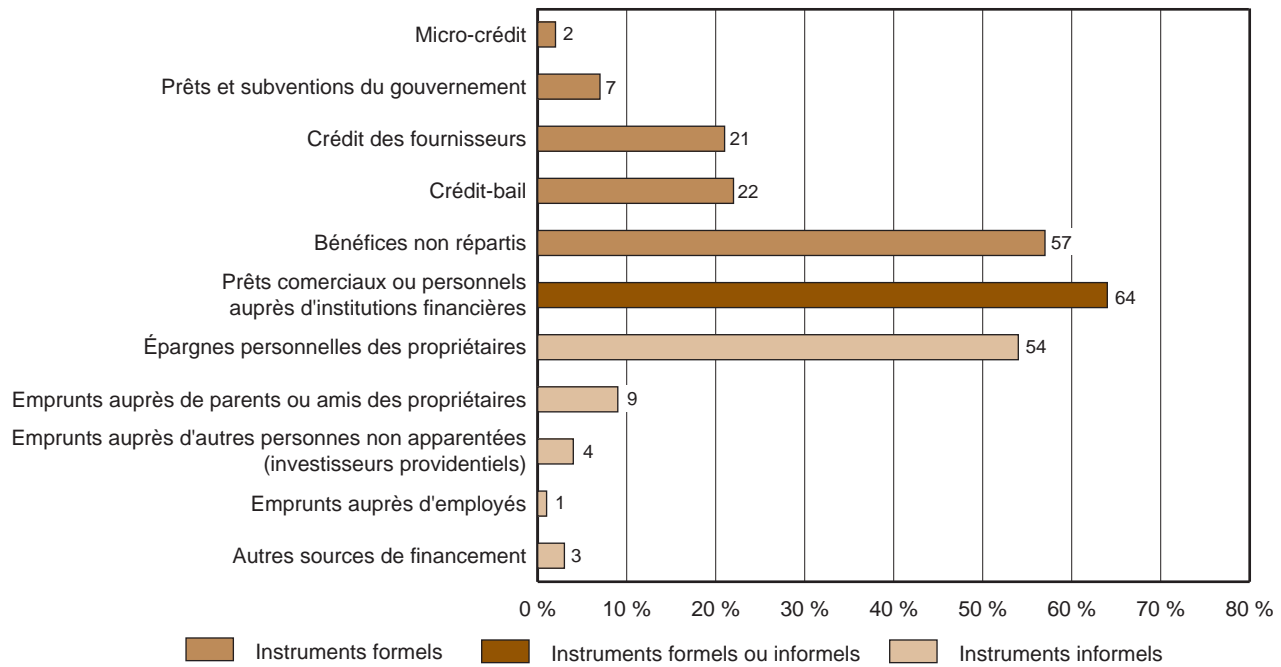
Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2007*.

\*Inclut toute source utilisée, même si elle a été autorisée ou obtenue au cours d'une année précédente. Plusieurs réponses étaient possibles.

La figure 10 montre qu'en 2007, les PME dans leur ensemble ont fait appel principalement aux prêts personnels et commerciaux (64 %) pour financer leurs activités courantes. Elles ont aussi eu recours à de nombreux instruments formels comme les bénéfices non répartis (57 %), le crédit-bail (22 %) et le crédit des fournisseurs (21 %). Les PME ont également eu recours à des sources de financement informelles, mais moins qu'au cours de l'étape du démarrage. Plus de la moitié (54 %) des PME bien établies ont toutefois financé leurs activités au moyen d'épargnes personnelles. Ces PME ont aussi contracté des emprunts auprès de parents ou d'amis, d'investisseurs providentiels et d'employés dans 9 %, 4 % et 1 % des cas, respectivement.



Figure 10 : Types d'instruments financiers utilisés pour le maintien en activité en 2007\*



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

\* Inclut toute source utilisée, même si elle a été autorisée ou obtenue au cours d'une année précédente. Plusieurs réponses étaient possibles.



## ***Comment les PME s'y prennent-elles pour obtenir un financement par emprunt?***

Les PME ont généralement accès au financement par emprunt grâce à une relation de longue date avec une certaine succursale d'un établissement financier. En 2007, 48 % des propriétaires de PME ayant demandé un financement par emprunt se sont rendus personnellement dans une succursale (voir le tableau 4). Il s'agit d'une baisse par rapport aux 56 % de PME qui ont indiqué avoir présenté une demande en se rendant personnellement dans une succursale en 2004.

Tableau 4 : Méthodes utilisées par les PME pour faire une demande d'emprunt

Méthode	Pourcentage de demandes en 2004	Pourcentage de demandes en 2007
Demandes à la succursale	56	48
Demandes par téléphone	29	33
Demandes par Internet ou par courriel	4	4
Autres	11	14

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004 et 2007.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas être égal à 100.

Toutefois, malgré l'augmentation de l'utilisation de nouvelles technologies par les PME (façons différentes pour les consommateurs et les entreprises d'avoir accès aux services financiers), les taux de demandes effectuées par téléphone et par Internet n'ont pas beaucoup changé, passant de 29 % et 4 % respectivement en 2004 à 33 % et 4 % en 2007.





## Quels sont les documents et les types de garanties exigés par les établissements financiers?

Durant la dernière décennie, l'analyse de risque par cote de solvabilité s'est répandue au sein des institutions financières canadiennes. À preuve, les états financiers de l'entreprise (69 %) et le bilan financier personnel (46 %), qui sont nécessaires pour ce genre d'analyse, sont les documents le plus souvent exigés après la demande officielle de financement (70 %) (voir le tableau 5). En revanche, le plan d'affaires, qui n'est généralement pas pris en considération pour ce genre d'analyse, n'a été demandé que dans 21 % des cas.

Tableau 5 : Documents exigés par le dernier fournisseur de crédit contacté dans le cadre de la demande de financement par emprunt

Type de document exigé	2004 (%)	2007 (%)
Demande officielle de financement	53	70
États financiers de l'entreprise	61	69
Plan d'affaires	21	21
Bilan financier personnel	47	46
Évaluation des actifs à financer	26	32
Prévision des flux de trésorerie	22	27
Tout autre document	5	18

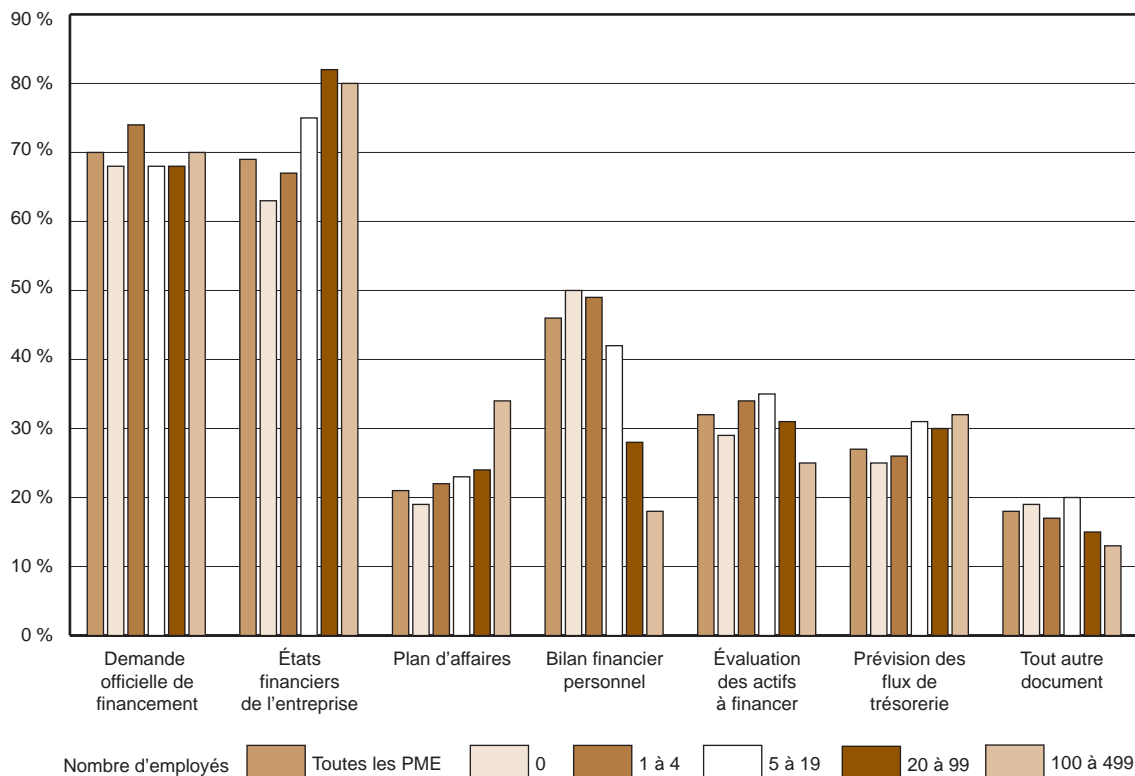
Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004 et 2007.

Les établissements financiers exigent souvent que les PME en quête de financement donnent des biens en garantie, comme des terrains, des immeubles ou d'autres actifs commerciaux ou personnels, ou encore une garantie de tiers. La valeur des biens exigés en garantie est directement liée au risque perçu. En 2007, environ la moitié (49 %) des PME ont dû fournir certains biens en nantissement (actifs de l'entreprise ou biens personnels du propriétaire) pour garantir leur emprunt. Les entreprises novatrices (ayant des dépenses en R-D d'au moins 20 %) sont des entreprises qui représentent un plus grand risque pour les établissements financiers, c'est pourquoi 65 % de ces entreprises ont dû fournir certains biens en nantissement lorsqu'elles ont demandé du financement en 2007.

En général, la taille d'une entreprise influe sur les types de financement utilisés, puisqu'une grosse entreprise requiert davantage de financement et ne peut donc pas dépendre du financement informel de la même manière que le ferait une petite entreprise. On peut donc s'attendre à ce que les grosses entreprises fassent plus de demandes de financement formel et aient à présenter plus de documents montrant la solvabilité de l'entreprise et moins de documents concernant la solvabilité des propriétaires eux-mêmes. Par exemple, le plan d'affaires a été demandé dans 34 % des cas pour les moyennes entreprises (de 100 à 499 employés) et seulement dans environ 20 % des cas pour toutes les autres catégories (voir la figure 11). Le bilan financier personnel de l'entrepreneur a été demandé dans environ 50 % des cas pour les micro-entreprises (de 0 à 4 employés), 45 % des cas pour celles comptant de

5 à 19 employés et 28 % des cas pour les entreprises ayant de 20 à 99 employés, mais seulement à 18 % des entrepreneurs propriétaires de moyennes entreprises. La démarcation entre les micro-entreprises et les moyennes entreprises est moins forte pour ce qui est des états financiers de l'entreprise, ceux-ci ayant été demandés à 63 % des micro-entreprises et à 80 % des moyennes entreprises. Les variations entre catégories d'entreprises pour les autres documents (demande officielle de financement, évaluation des actifs à financer et prévision des flux de trésorerie) sont moins importantes.

Figure 11 : Documents exigés par le dernier fournisseur de crédit contacté dans le cadre de la demande de financement par emprunt, selon la taille de l'entreprise, 2007



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

## Caractéristiques des propriétaires des PME

### *Tendances démographiques dans l'entrepreneuriat canadien*

Au cours des 20 dernières années, la population canadienne s'est grandement diversifiée, tout comme le profil des entrepreneurs canadiens. Les femmes se lancent de plus en plus dans le monde de l'entrepreneuriat. En 2000, elles étaient propriétaires ou copropriétaires de 45 % des PME<sup>8</sup>, taux qui est passé à un peu plus de 47 % en 2007 (voir le tableau 6).

La population canadienne continuant à vieillir, les jeunes prendront une place de plus en plus grande dans le monde des petites entreprises. D'après la Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC), 22 % des entrepreneurs canadiens prendront leur retraite entre 2004 et 2010, suivis d'un autre 29 % d'ici 2020<sup>9</sup>. En effet, les données de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* de 2007 indiquent que 58 % des propriétaires de PME ont plus de 50 ans.

Les entrepreneurs appartenant aux minorités visibles jouent, eux aussi, un rôle important dans l'économie canadienne. La population canadienne appartenant aux minorités visibles a beaucoup augmenté en 25 ans, passant de 4,7 % en 1981 à 13,4 % en 2001 et à 16,2 % en 2006<sup>10</sup>. Selon Statistique Canada, les membres de minorités visibles représenteront entre 19 % et 23 % de la population canadienne en 2017<sup>11</sup>, et ils constitueront sans doute environ la même proportion de la main-d'œuvre<sup>12</sup>.

- Parmi les PME exportatrices, 49 % appartenaient en partie ou en totalité à des femmes, 8 % à des membres d'une minorité visible, 4 % à des jeunes, 4 % à de nouveaux immigrants et 2 % à des Autochtones.
- Parmi les PME innovatrices (PME dont les dépenses d'investissement en R-D représentent au moins 20 % des dépenses totales), 58 % appartenaient en partie ou en totalité à des femmes, 14 % à des membres d'une minorité visible, 5 % à des jeunes, 5 % à de nouveaux immigrants et 3 % à des Autochtones.

8. Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2000.

9. CIBC World Markets. *Are Canadian Entrepreneurs Ready for Retirement?*, Banque Canadienne Impériale de Commerce, 2005.

10. Statistique Canada, *Recensement de la population canadienne*, 1981, 2001 et 2006.

11. Statistique Canada, *Canada's visible minority population in 2017*.

12. P. Antunes, J. MacBride-King et J. Swettenham. *Making a Visible Difference: The Contribution of Visible Minorities to Canadian Economic Growth*, Conference Board du Canada, 2004.

## *Femmes entrepreneures*

---

Les femmes continuent à choisir l'entrepreneuriat comme carrière. En effet, en 2007, 47 % des PME canadiennes appartenaient en totalité ou en partie à des femmes et 16 % des PME canadiennes appartenaient exclusivement à des femmes.

Les entreprises appartenant majoritairement à des femmes sont proportionnellement moins nombreuses à demander du financement (environ 18 %) et elles reçoivent aussi moins de financement. Certaines caractéristiques propres à ces entreprises entravent leur accès au financement :

- Les PME appartenant majoritairement à des femmes entrepreneures sont généralement plus petites (plus de 99 % d'entre elles comptent moins de 20 employés).
- Elles se concentrent dans le secteur des services professionnels ainsi que celui de l'hébergement et des services de restauration. L'agriculture et le secteur primaire attirent moins les femmes entrepreneures, puisque seulement 3 % des entreprises dans ce secteur appartiennent en majorité à des femmes.
- Elles appartiennent à des propriétaires moins expérimentés, puisque plus de 50 % d'entre elles ont moins de 10 ans d'expérience.
- Elles représentent 22 % des PME ayant démarré en 2006-2007 et 20 % de celles ayant démarré entre 2000 et 2005, alors qu'elles représentent 16 % de l'ensemble des PME.

On constate également qu'un nombre important de femmes étaient des travailleuses autonomes. Sur les 2,6 millions de travailleurs autonomes canadiens en 2007, plus de 900 000 étaient des femmes<sup>13</sup>. Au cours de la dernière décennie, le nombre de travailleuses autonomes a augmenté de 10 %, soit une hausse un peu moins forte que celle de 12 % enregistrée pour les hommes.

---

13. Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0012 et n° 89F0133XIE au catalogue.



## Jeunes entrepreneurs

---

Les PME appartenant à des jeunes présentent plusieurs caractéristiques susceptibles d'entraver leur accès au financement :

- Leur entreprise est plus jeune (80 % ont été créées au cours des cinq dernières années) et peut être considérée comme présentant un risque plus élevé (c'est-à-dire qu'elle a moins d'antécédents en matière de crédit); les entreprises appartenant à des jeunes se concentrent plus dans l'industrie du savoir.
- Leur entreprise a souvent une plus forte croissance (64 % ont des plans d'expansion par rapport à une moyenne de 40 % pour tous les entrepreneurs canadiens), ce qui est associé à un risque financier plus élevé.
- Leur entreprise est relativement plus petite et moins bien établie que les PME appartenant aux autres groupes dans leur secteur d'activité.
- Quoique financièrement viable, leur entreprise n'obtient pas d'aussi bons résultats que celles appartenant à des entrepreneurs plus âgés (54 % des jeunes entrepreneurs ont une valeur nette, incluant les actifs personnels ainsi que ceux de l'entreprise, de moins de 100 000 \$, comparativement à 32 % pour l'ensemble des entrepreneurs).
- Les jeunes entrepreneurs possèdent moins d'années d'expérience en gestion (91 % ont moins de 10 ans d'expérience, comparativement à seulement 28 % pour l'ensemble des entrepreneurs canadiens).

Il n'est donc pas surprenant qu'en 2007, les jeunes entrepreneurs aient eu davantage tendance à indiquer « obtenir du financement » (26 %) comme un obstacle à la croissance que la moyenne des entrepreneurs (17 %).

Par ailleurs, nombre de ces facteurs accroissent également les besoins en capitaux des PME appartenant à des jeunes. En tant que jeunes entreprises en pleine croissance, ces PME ont un taux de demande de financement légèrement plus élevé que celles dont les propriétaires sont plus âgés (p. ex., financement par emprunt de 19 % par rapport à 13 % en moyenne). En 2007, le taux d'approbation du financement était un peu plus faible pour les jeunes entrepreneurs (69 %, par rapport à 87 % pour l'ensemble des groupes d'âge). Le taux d'approbation plus faible est peut-être dû en partie au fait que les jeunes entrepreneurs font affaire depuis moins longtemps avec un établissement financier et au manque d'antécédents en matière de crédit. Il s'ensuit peut-être que les PME appartenant à des jeunes entrepreneurs financent leurs activités au moyen de mécanismes informels – comme les épargnes personnelles, le crédit personnel et les emprunts auprès d'amis ou de parents – dans une proportion souvent plus grande que les entreprises appartenant à des entrepreneurs plus âgés (voir le tableau II de l'annexe). Ainsi, en 2007, 71 % des jeunes entrepreneurs ont eu recours à leurs épargnes personnelles et 6 % ont fait des arrangements de prêt auprès de leurs employés, comparativement à 54 % et 1 %, respectivement, pour l'ensemble des PME canadiennes.

## ***Entrepreneurs membres d'une minorité visible***

---

Les entreprises appartenant majoritairement à des membres d'une minorité visible représentent environ 10 % des PME au Canada. Elles se concentrent principalement dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration ainsi que dans celui des industries du savoir (11 % et 10 %, respectivement, des entrepreneurs dans ces secteurs). Par contre, ces entrepreneurs ne semblent pas attirés par le secteur de l'agriculture et le secteur primaire (3 % des entrepreneurs) ni par le milieu rural (2 % des entrepreneurs de ce milieu).

Les entreprises appartenant majoritairement à des membres d'une minorité visible comptent, en général, moins de 100 employés (seulement 0,2 % de ces entreprises ont plus de 100 employés) et se retrouvent principalement en Ontario (48 %) et en Colombie-Britannique (24 %). Elles sont moins présentes dans les provinces de l'Atlantiques et au Québec (2 % et 9 %, respectivement, de leurs entreprises dans ces régions).

Les propriétaires d'entreprise appartenant à une minorité visible sont en général jeunes – ils représentent 15 % des entrepreneurs de moins de 30 ans – tout comme leurs entreprises (celles-ci représentent 15 % des entreprises ayant commencé à vendre des biens ou des services en 2006-2007 et 13 % de celles ayant commencé leurs activités entre 2000 et 2005).

## ***Nouveaux immigrants entrepreneurs***

---

Les entreprises appartenant majoritairement à de nouveaux immigrants représentent environ 3 % des PME au Canada. On retrouve 10 % des nouveaux immigrants entrepreneurs dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration et un taux similaire dans celui des industries du savoir. Ces entreprises se retrouvent principalement en Ontario (46 %) et en Colombie-Britannique (18 %), deux provinces particulièrement multiethniques.

Les entrepreneurs qui sont de nouveaux immigrants ont tendance à être assez jeunes (moins de 39 ans) et majoritairement de sexe masculin. De plus, ces entreprises ont tendance à investir davantage dans la R-D, représentant 5 % des entreprises novatrices alors qu'elles ne forment que 3 % de l'ensemble des PME.



## Autochtones

---

Les entreprises autochtones représentent environ 2 % des PME canadiennes, alors que les Autochtones représentent 3,8 % de la population canadienne<sup>14</sup>. Ces entreprises sont surtout actives dans le secteur de l'agriculture et des ressources naturelles, où elles représentent 3 % des PME canadiennes. Il n'est donc pas surprenant que les PME autochtones soient davantage situées dans les régions rurales (38 %) que la moyenne canadienne (28 %).

Les femmes jouent un rôle très important dans les entreprises autochtones. En effet, 51 % des PME autochtones appartiennent en partie ou en totalité à des femmes, alors que la moyenne canadienne se situe à 47 %.

## Coopératives

---

Les coopératives sont des entreprises appartenant conjointement aux membres qui utilisent leurs services. Elles mènent des activités de développement économique et social, comme la fourniture de biens et services qui ne seraient autrement pas à la disposition de la collectivité, et créent des emplois.

En 2007, 35 % des coopératives canadiennes<sup>15</sup> ont fait une demande de financement externe. En comparaison, au cours de la même année, 18 % des PME canadiennes ont fait une telle demande. Une forte proportion de coopératives (89 %) et de PME (82 %) ont reçu le plein montant qu'elles avaient demandé.

La proportion de coopératives rurales ayant demandé du financement était pratiquement identique à celle des coopératives urbaines, soit 35 %. Par contre, la situation était différente pour l'ensemble des PME, 26 % des PME rurales ayant fait une demande de financement contre 16 % des PME urbaines. Le taux d'approbation était différent selon la localisation, urbaine ou rurale, pour les coopératives comme pour l'ensemble des PME. En effet, 95 % et 88 % respectivement des coopératives et des PME situées en zone rurale ont reçu le plein montant de leur demande, contre 73 % et 79 %, respectivement, des coopératives et des PME situées en zone urbaine.

---

14. Ressources humaines et Développement des compétences Canada. Affiché à [www4.rhdsc.gc.ca/3ndic.1t.4r@-fra.jsp?iid=36](http://www4.rhdsc.gc.ca/3ndic.1t.4r@-fra.jsp?iid=36).

15. Statistique Canada, *Enquête sur le financement des coopératives*, 2007.



Tableau 6 : Répartition régionale des entrepreneurs, selon différentes caractéristiques démographiques, 2007

	Toutes les PME	PME appartenant en partie ou en totalité à des femmes	PME appartenant à des jeunes	PME appartenant à des membres d'une minorité visible	PME appartenant à des Autochtones	PME appartenant à des nouveaux immigrants (résidant au Canada depuis moins de 5 ans)
<b>Canada</b>	100	47	3	10	2	3
<b>Provinces de l'Atlantique</b>	6	6	3	2	5	4
<b>Québec</b>	20	15	23	9	9	12
<b>Ontario</b>	37	38	33	48	39	46
<b>Alberta, Manitoba et Saskatchewan</b>	22	26	31	18	26	21
<b>Colombie-Britannique</b>	15	15	11	24	21	18
<b>Territoires du Nord-Ouest, Nunavut et Yukon</b>	0,2	—	0,1	0,2	—	0,1

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007 (calculs d'Industrie Canada).

Notes : Les tirets indiquent que les estimations ont été supprimées afin de satisfaire aux exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique* ou en raison de la mauvaise qualité des données.

Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas être égal à 100.

Tableau 7 : Répartition par secteur industriel des entrepreneurs, selon différentes caractéristiques démographiques, 2007

	Toutes les PME	PME appartenant en partie ou en totalité à des femmes	PME appartenant à des jeunes	PME appartenant à des membres d'une minorité visible	PME appartenant à des Autochtones	PME appartenant à des nouveaux immigrants (résidant au Canada depuis moins de 5 ans)
<b>Tous les secteurs</b>	100	47	3	10	2	3
<b>Agriculture et secteur primaire</b>	11	14	13	3	16	6
<b>Fabrication</b>	4	4	3	3	3	3
<b>Commerce de gros et de détail</b>	15	17	11	10	10	17
<b>Services professionnels</b>	11	11	8	9	6	8
<b>Industrie du savoir</b>	6	5	10	10	3	10
<b>Hébergement et services de restauration</b>	5	7	4	11	6	10
<b>Autres</b>	48	41	51	44	56	46

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007 (calculs d'Industrie Canada).

Note : Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas être égal à 100.



Tableau 8 : Taux de demande et d'approbation du financement, selon les caractéristiques des propriétaires, 2007

	Financement par emprunt		Location-acquisition		Financement par capitaux propres	
	Demande	Approbation	Demande	Approbation	Demande	Approbation
	%		%		%	
<b>Toutes les petites et moyennes entreprises</b>						
	13	87	17	92	3	72
<b>Sexe du propriétaire</b>						
Appartenant exclusivement à des femmes	13	62	14	77	2	100
Appartenant majoritairement à des femmes	10	99	9	100	1	—
Appartenant majoritairement à des hommes	16	89	21	94	3	94
Appartenant exclusivement à des hommes	11	88	19	96	2	—
<b>Âge du propriétaire majoritaire</b>						
Moins de 30 ans	19	69	11	—	2	92
De 30 à 39 ans	16	84	16	92	4	80
De 40 à 49 ans	14	88	17	91	3	74
De 50 à 64 ans	12	90	18	93	4	67
65 ans ou plus	8	85	21	97	3	77

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

Notes : Les tirets indiquent que les estimations ont été supprimées afin de satisfaire aux exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique* ou en raison de la mauvaise qualité des données.

Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas être égal à 100.

## Annexe : Tableaux récapitulatifs

Tableau I : Proportion de PME ayant demandé un prêt et taux d'approbation, 2007

		Taux de demande (%)	Taux d'approbation (%)
<b>Zone rurale ou urbaine</b>	rurale	18	88
	urbaine	11	84
<b>Activités d'exportation ou non</b>	Exportateur	21	85
	Non-exportateur	12	87
<b>Année où l'entreprise a commencé à vendre des produits ou services</b>	2006-2007	17	87
	2000-2005	14	81
	avant 2000	12	91
<b>Innovation</b>	Non-innovateur (0 % des dépenses en R-D)	12	87
	Dépenses en R-D entre 1 et 19 %	14	89
	Dépenses en R-D de 20 % ou plus	17	79

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

Tableau II : Pourcentage des PME ayant eu recours au financement en 2007, par type d'instrument\*

	Prêts commerciaux ou personnels auprès d'institutions financières	Prêts et subventions du gouvernement	Bénéfices non répartis	Crédit des fournisseurs	Crédit-bail	Emprunts auprès d'employés	Épargnes personnelles des propriétaires	Emprunts auprès de parents ou amis des propriétaires	Emprunts auprès d'autres personnes non apparentées (investisseurs providentiels)	Micro-crédit	Autres sources de financement
Toutes les PME	64,3	7,0	57,1	20,7	21,6	1,4	53,9	9,0	4,1	2,4	3,0
<b>PME, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés à temps plein)</b>											
0	62,8	6,6	56,6	16,8	20,4	1,6	59,0	8,7	3,1	2,9	3,0
de 0,5 à 4	63,6	5,8	52,9	22,1	20,1	1,3	49,3	7,7	4,6	2,0	1,7
de 5 à 19	67,6	9,7	62,9	26,5	23,7	1,0	52,0	13,4	5,4	1,4	5,3
de 20 à 99	77,2	12,0	73,2	37,6	39,1	1,4	32,8	6,0	7,7	2,1	4,7
de 100 à 499	75,6	10,2	69,4	38,7	38,8	3,3	31,7	4,6	5,4	1,0	6,2
<b>Industrie</b>											
Agriculture ou secteur primaire	79,1	27,6	61,6	25,9	24,3	0,9	54,6	11,7	4,1	2,8	3,2
Fabrication	64,0	10,0	65,8	31,6	24,7	1,5	49,6	10,8	5,7	0,9	2,4
Commerce de gros et de détail	66,8	3,1	55,2	27,2	16,4	3,1	63,4	12,8	4,3	1,5	2,6
Services professionnels	49,1	2,5	56,9	10,5	14,4	2,0	43,5	4,7	1,9	3,0	4,5
Industrie du savoir	53,9	4,8	62,0	10,0	16,8	4,4	59,3	9,0	3,8	1,7	3,7
Hébergement et services de restauration	69,4	6,6	52,1	26,5	19,7	1,4	60,0	25,0	4,3	3,0	2,9
Autres industries	64,9	4,8	55,6	19,8	24,9	0,5	52,2	6,3	4,4	2,5	2,8
<b>Région</b>											
Atlantique	70,2	13,6	62,3	28,2	20,8	1,1	51,6	9,7	3,8	2,3	1,5
Québec	63,7	6,9	42,2	15,6	18,4	1,2	48,7	7,3	2,1	0,6	3,6
Ontario	59,7	6,5	54,9	21,9	26,3	1,7	60,1	8,5	4,6	1,2	3,8
Prairies	72,6	8,6	66,8	19,2	19,5	1,6	49,5	11,0	5,0	2,6	2,6
Colombie-Britannique	61,0	3,0	66,2	24,3	18,1	1,0	54,3	9,2	4,3	7,3	1,6
Territoires	—	—	—	—	—	0,2	—	—	0,7	1,5	2,8
<b>Zone rurale ou urbaine</b>											
Rurale	74,3	14,8	56,6	23,0	18,3	1,4	52,1	9,4	5,0	4,4	1,9
Urbaine	61,3	4,7	57,2	20,0	22,5	1,4	54,4	8,8	3,8	1,7	3,4

(suite à la page 34)



(suite de la page 33)

	Prêts commerciaux ou personnels auprès d'institutions financières	Prêts et subventions du gouvernement	Bénéfices non répartis	Crédit des fournisseurs	Crédit-bail	Emprunts auprès d'employés	Épargnes personnelles des propriétaires	Emprunts auprès de parents ou amis des propriétaires	Emprunts auprès d'autres personnes non apparentées (investisseurs providentiels)	Micro-crédit	Autres sources de financement
<b>Activités d'exportation ou non</b>											
Exportateur	72,9	16,0	62,5	26,8	29,7	3,0	58,2	9,4	8,1	0,6	5,8
Non-exportateur	63,6	6,2	56,6	20,2	20,8	1,3	53,5	8,9	3,7	2,5	2,8
<b>Année où l'entreprise a commencé à vendre des produits ou services</b>											
2006-2007	56,5	5,1	45,4	15,4	13,9	0,3	67,6	20,4	5,8	1,1	3,6
2000-2005	60,0	3,8	53,9	17,7	23,1	1,8	56,2	11,2	4,1	2,5	2,4
Avant 2000	67,7	9,1	60,3	23,1	21,7	1,4	50,9	6,3	3,8	2,5	3,3
<b>Participation de femmes à la propriété</b>											
0 %	61,7	6,1	56,6	23,8	19,9	1,5	52,7	6,4	4,3	2,6	2,4
de 1 % à 50 %	70,4	9,7	63,2	20,2	23,0	0,8	55,2	11,4	3,6	1,8	2,8
de 51 % à 99 %	80,8	10,7	59,0	9,5	19,9	2,7	71,3	10,8	5,4	0,0	0,6
100 %	65,6	6,3	52,5	15,5	28,2	1,6	58,8	13,0	4,4	3,3	2,2
<b>Propriétaires majoritaires, selon le groupe d'âge</b>											
moins de 30 ans	57,1	4,3	49,7	12,8	26,7	6,0	71,3	8,2	1,2	6,6	0,0
de 30 à 39 ans	55,0	6,1	52,4	12,0	17,9	0,4	51,4	14,1	3,7	2,4	2,2
de 40 à 49 ans	66,2	5,7	53,7	21,2	21,7	2,0	56,7	12,5	3,1	2,0	2,7
de 50 à 64 ans	67,0	7,0	57,5	21,1	22,2	0,9	51,1	5,8	3,8	2,2	2,8
65 ans ou plus	60,5	12,2	70,9	28,9	21,6	2,0	56,3	6,5	9,0	3,2	6,4
<b>Innovation</b>											
Non-innovateur (0 % des dépenses en R-D)	64,8	6,0	56,2	20,5	20,8	1,3	51,8	7,9	3,8	2,4	2,8
Dépenses en R-D entre 1 et 19 %	62,0	12,6	60,2	24,5	25,2	1,1	60,7	13,1	4,4	2,1	3,5
Innovateur (dépenses en R-D de 20 % ou plus)	65,2	5,0	60,7	9,8	21,6	5,2	65,9	12,0	8,4	2,6	6,1

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

\*Inclut toute source utilisée, qu'elle ait été autorisée ou obtenue ou non au cours d'une année antérieure.

Note : Les tirets indiquent que les estimations ont été supprimées afin de satisfaire aux exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique* ou à cause de la mauvaise qualité des données.

Tableau III : Montant des prêts commerciaux exigibles, selon la catégorie d'autorisation, au 31 décembre 2007

	Banques canadiennes	Autres banques	Coopératives d'épargne et de crédit et caisses populaires	Sociétés de financement	Gestionnaires de portefeuilles, sociétés de capital de risque et fonds fiduciaires	Sociétés d'assurances	Sociétés de crédit-bail	Total – Tous les fournisseurs
<b>MOINS DE 25 000 \$</b>								
Montants exigibles (millions de dollars)	1 727,1	295,4	555,5	828,6	13,8	—	—	3 430,3
Nombre de clients (milliers)	657,2	46,8	103,6	196,2	0,8	—	—	1 005,5
<b>DE 25 000 \$ À 49 999 \$</b>								
Montants exigibles (millions de dollars)	2 306,8	240,2	924,5	802,1	7,6	—	—	4 320,7
Nombre de clients (milliers)	143,9	12,2	47,2	39,3	0,3	—	—	244,0
<b>DE 50 000 \$ À 99 999 \$</b>								
Montants exigibles (millions de dollars)	4 739,5	508,5	2 037,3	1 507,6	18,2	116,3	23,1	8 950,4
Nombre de clients (milliers)	147,1	12,6	48,3	32,1	0,3	1,6	0,4	242,5
<b>DE 100 000 \$ À 249 999 \$</b>								
Montants exigibles (millions de dollars)	9 978,4	1 484,8	5 678,7	4 061,9	76,5	174,1	3,1	21 457,6
Nombre de clients (milliers)	115,2	12,9	56,4	37,1	0,6	1,1	0,0	223,2
<b>TOTAL PARTIEL — MOINS DE 250 000 \$</b>								
Montants exigibles (millions de dollars)	18 751,8	2 528,9	9 196,0	7 200,2	116,1	290,4	26,2	38 159,0
Nombre de clients (milliers)	1 063,4	84,5	255,5	304,7	2,0	2,7	0,4	1 715,2
<b>DE 250 000 \$ À 499 999 \$</b>								
Montants exigibles (millions de dollars)	11 217,5	1 894,8	5 828,3	4 948,9	135,2	273,4	6,8	24 304,7
Nombre de clients (milliers)	51,0	7,1	25,0	19,5	0,5	0,8	0,0	103,9
<b>DE 500 000 \$ À 999 999 \$</b>								
Montants exigibles (millions de dollars)	14 275,3	2 357,0	6 807,6	5 522,3	256,1	1 003,5	4,3	30 226,1
Nombre de clients (milliers)	14 275,3	2 357,0	6 807,6	5 522,3	256,1	1 003,5	4,3	30 226,1
<b>TOTAL PARTIEL DES PME</b>								
Montants exigibles (millions de dollars)	44 244,6	6 780,7	21 831,9	17 671,4	507,4	1 567,3	37,3	92 689,8
Nombre de clients (milliers)	32,6	4,8	14,8	10,8	0,5	1,4	0,0	64,8
<b>DE 1 000 000 \$ À 4 999 999 \$</b>								
Montants exigibles (millions de dollars)	45 675,9	9 622,9	15 581,5	16 031,7	1 513,1	10 902,6	44,2	99 371,9
Nombre de clients (milliers)	36,0	6,3	11,9	11,5	0,9	3,8	0,0	70,5
<b>5 000 000 \$ OU PLUS</b>								
Montants exigibles (millions de dollars)	172 947,9	63 431,8	11 811,3	19 845,6	5 814,7	28 262,9	363,8	302 478,1
Nombre de clients (milliers)	14,5	4,5	1,8	3,1	0,5	1,8	0,0	26,2
<b>TOTAL – TOUS LES CLIENTS</b>								
Montants exigibles (millions de dollars)	262 868,4	79 835,5	49 224,7	53 548,7	7 835,1	40 779,5	448,0	494 539,8
Nombre de clients (milliers)	1 197,5	107,2	308,8	349,6	4,3	12,2	1,0	1 980,7

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*, 2007.

Note : Les tirets indiquent que les estimations ont été supprimées afin de satisfaire aux exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique* ou en raison de la mauvaise qualité des données.

Tableau IV : Montant du crédit-bail exigible, selon la catégorie d'autorisation, au 31 décembre 2007

	Banques canadiennes	Sociétés de financement	Sociétés de crédit-bail	Tous les autres fournisseurs	Total — Tous les fournisseurs
<b>MOINS DE 25 000 \$</b>					
Montants exigibles (millions de dollars)	4,6	1 611,4	845,7	66,4	2 528,1
Nombre de clients (milliers)	0,4	245,7	140,9	4,6	391,6
<b>DE 25 000 \$ À 49 999 \$</b>					
Montants exigibles (millions de dollars)	—	2 799,3	774,6	—	4 508,0
Nombre de clients (milliers)	—	111,1	31,1	—	179,5
<b>DE 50 000 \$ À 99 999 \$</b>					
Montants exigibles (millions de dollars)	72,8	1 369,6	852,4	92,1	2 386,8
Nombre de clients (milliers)	1,5	31,1	16,6	1,5	50,7
<b>DE 100 000 \$ À 249 999 \$</b>					
Montants exigibles (millions de dollars)	247,9	1 935,2	598,4	209,4	2 991,0
Nombre de clients (milliers)	2,5	22,9	5,3	1,4	32,1
<b>TOTAL PARTIEL — MOINS DE 250 000 \$</b>					
Montants exigibles (millions de dollars)	325,3	7 715,5	3 071,1	367,9	12 413,9
Nombre de clients (milliers)	4,4	410,8	193,9	7,5	653,9
<b>DE 250 000 \$ À 499 999 \$</b>					
Montants exigibles (millions de dollars)	314,9	1 140,3	394,2	237,6	2 087,0
Nombre de clients (milliers)	1,4	5,9	1,6	0,7	9,7
<b>DE 500 000 \$ À 999 999 \$</b>					
Montants exigibles (millions de dollars)	392,4	762,5	365,6	371,5	1 892,0
Nombre de clients (milliers)	0,9	2,1	0,8	0,5	4,4
<b>DE 1 000 000 \$ À 4 999 999 \$</b>					
Montants exigibles (millions de dollars)	1 122,8	1 245,0	721,9	915,8	4 005,5
Nombre de clients (milliers)	0,9	1,2	0,5	0,4	3,1
<b>TOTAL PARTIEL DES PME</b>					
Montants exigibles (millions de dollars)	1 032,6	9 618,3	3 830,9	977,0	16 392,9
Nombre de clients (milliers)	6,7	418,8	196,3	8,7	668,0
<b>5 000 000 \$ OU PLUS</b>					
Montants exigibles (millions de dollars)	—	665,4	1 268,1	—	4 856,0
Nombre de clients (milliers)	—	0,1	0,1	—	0,5
<b>TOTAL — TOUS LES CLIENTS</b>					
Montants exigibles (millions de dollars)	4 247,2	11 528,8	5 820,8	3 657,5	25 254,4
Nombre de clients (milliers)	8,7	420,2	196,9	45,8	671,6

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*, 2007.

Note : Les tirets indiquent que les estimations ont été supprimées afin de satisfaire aux exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique* ou en raison de la mauvaise qualité des données.

## Liste des publications du Programme de recherche sur le financement des PME

### *Rapports de recherche*

---

[http://www.pme-prf.gc.ca/eic/site/sme\\_fdi-prf\\_pme.nsf/fra/h\\_02159.html](http://www.pme-prf.gc.ca/eic/site/sme_fdi-prf_pme.nsf/fra/h_02159.html)

Le financement des petites et moyennes entreprises innovatrices au Canada — octobre 2009

Les PME exportatrices canadiennes — janvier 2008

Le financement des PME exportatrices canadiennes — juin 2007

Financement des gazelles à dimension internationale — mars 2006

### *Rapport de recherche qui sera publié au cours des prochains mois*

Les déterminants du crédit commercial utilisés par les petites et moyennes entreprises au Canada

### *Profils de financement des petites entreprises*

---

[http://www.pme-prf.gc.ca/eic/site/sme\\_fdi-prf\\_pme.nsf/fra/h\\_01253.html](http://www.pme-prf.gc.ca/eic/site/sme_fdi-prf_pme.nsf/fra/h_01253.html)

### *Régions*

Entrepreneurs en région rurale — octobre 2008

Les petites et moyennes entreprises de l'Ontario — septembre 2007

Les petites et moyennes entreprises des provinces de l'Atlantique — septembre 2007

Les petites et moyennes entreprises des provinces des Prairies — septembre 2007

Les petites et moyennes entreprises du Québec — août 2007

Petites et moyennes entreprises de la Colombie-Britannique — juin 2007

### *Caractéristiques d'entreprise*

Le financement des petites et moyennes entreprises innovatrices au Canada — mars 2009

Emprunteurs dans le cadre du Programme de financement des petites entreprises du Canada — février 2009

PME bénéficiant d'un financement informel — septembre 2006

Les PME exportatrices — septembre 2006

Les PME à forte croissance — mai 2006

### *Caractéristiques des propriétaires d'entreprise*

Jeunes entrepreneurs — janvier 2006

Entrepreneurs de minorités visibles — mars 2005

L'entrepreneuriat au féminin — novembre 2004